

# **LA JEUNESSE EST-ELLE L'AVENIR DE L'EUROPE ?**

*« Quelles propositions concrètes pour qu'elle prolonge  
et actualise la tradition humaniste ? »*

Jean-françois LE MAT

Psychanalyste

Psychosociologue



Former Member of the Canadian  
Association of Sociology and Anthropology  
**Concordia University of Montréal**

**COLLOQUE  
DES RENCONTRES EUROPEENNES  
DE LUXEMBOURG**

## LA JEUNESSE EST-ELLE L'AVENIR DE L'EUROPE ?

*« Quelles propositions concrètes pour qu'elle prolonge et actualise la tradition humaniste ? »*

-----

Devant ce vaste sujet, une réflexion s'impose sur la triple dimension de cette interrogation. Il semblerait premièrement que l'Europe soit pour nous une source d'incertitude quant à son développement, sa construction voir sa finalité. Une inquiétude toute légitime nous porte à réfléchir sur la place de la jeunesse dans l'Europe de demain. Je dis souvent que si nous nous posons des questions, ce ne sont pas forcément les bonnes. En effet, nous tentons en lieu et place de cette jeunesse de saisir sa relation avec l'Europe de demain et à cela nous ajoutons l'espérance que cette même jeunesse puisse proroger l'esprit humaniste qui nous anime. Sur le tracé de cette base, je souhaiterais être pragmatique car si l'on tente d'associer les trois principes que sont jeunesse, Europe et humanisme, pour former le vecteur commun d'une réflexion sur la tradition, il faudrait peut-être se pencher sur la nature de ses composants.

Je commencerais par l'humanisme dont le principe essentiel est son universalité ; peut-on concevoir que celui-ci puisse se définir par le cadre d'une identité strictement européenne ? Je ne le pense pas car c'est justement par le truchement de valeurs spirituelles universelles communément admises par l'humanité que l'humanisme a perduré jusqu'à nous au travers de générations d'hommes qui ont porté leurs réflexions sur la nature humaine. Cette dynamique a traversé les âges en dépassant les formes, les codes et les symboles qu'ils soient sociaux, culturels ou religieux pour préserver l'essence d'une sagesse qui est le lien pour tous les hommes qui veulent vivre en harmonie avec eux-mêmes, leurs semblables et mère nature qui est censé maintenir l'équilibre de cette petite planète où nous vivons.

Il faut donc concevoir que cette universalité humaniste puisse prendre racine dans le creuset d'une jeunesse qui est elle-même plongée dans la dualité de ses aspirations à accéder au bonheur et à l'harmonie et les contingences matérielles auxquelles elle est soumise. Cette équation repose sur deux axes, le spirituel qui est vertical et le matériel qui est horizontal. On peut facilement comprendre qu'il n'est pas facile de créer un équilibre entre les deux et a fortiori trouver et maintenir son point central. Si cette définition peut paraître pour certain quelque peu ésotérique, il n'empêche que la majorité des individus que nous sommes, n'échappe peu ou prou à cette dynamique. Quant à cette jeunesse qui nous inquiète tant, elle n'y échappe pas non plus car elle doit définir, ce qui est son apanage, le cadre existentialiste de son devenir. Il y a dans ce principe des axes une forte concordance avec les définitions géo-politico-économiques des axes Nord-Sud et Est-Ouest. Ceux-ci ont connu des bouleversements et un rééquilibrage par l'arrivée d'un nouveau dénominateur, le phénomène de mondialisation. La mondialisation amène une nouvelle ère de communication et d'échange entre les peuples et les nations. Il y a au travers de ce nouveau vecteur une projection individuelle qui tant à pousser l'homme à une redéfinition de sa position sociale et nationale. Petit à petit l'idée d'une supranationalité se fait jour dans l'inconscient collectif. C'est dans la projection d'un nouvel ordre mondial que l'Européen prend sa place. La position privilégiée de l'Europe au carrefour des anciens axes ainsi que des flux migratoires et économiques, l'oblige à reconsidérer les fondements de sa société par de nouveaux facteurs d'intégration.

C'est pour cela que cette jeunesse est dans son ensemble certainement beaucoup plus inquiète de son intégration dans le système économique et social et son identité culturelle nationale que le contexte identitaire d'une appartenance à l'Europe. Pour elle, être Européen est une chose naturelle car elle se base sur un certain nombre de codes qui nous sont peut-être étrangers ou du moins avec lesquels nous ne sommes pas familiarisés. C'est peut-être de ce décalage que viennent nos inquiétudes. J'ai dit par le passé que cette compréhension pouvait se faire si nous faisons un effort d'adaptation pour saisir ces nouveaux codes. Peut-être, devrions

nous nous interroger sur la manière dont nous voulons faire passer notre message humaniste. Nous espérons transmettre à cette jeunesse nos valeurs spirituelles et philosophiques, celles de la tolérance, de la démocratie, de la « liberté, égalité, fraternité » mais nous ne savons pas encore comment elles sont ou seront perçues et mises en œuvre par la future génération constituante de l'Europe. Il semblerait que dans ce formidable bouillon de culture émergent les nouveaux codes d'interprétation de nos valeurs où le respect, la solidarité et la reconnaissance mutuelle prolongent notre notion de fraternité. Il y a là un sujet de méditation dans la formule « liberté, égalité, fraternité ».

Cette formule, on la conçoit et on la lit de façon simpliste et fautive, de façon additive. On croit que l'idéal de la bonne société, c'est la société où la liberté s'additionne à l'égalité qui s'additionne à la fraternité. Mais ce qui est intéressant, dans cette trinité conceptuelle, c'est que les trois notions bien qu'inséparables sont distinctes et plus encore peuvent être antagonistes. Dans une trinité théologique, il y a une inséparabilité des notions qui sont une et multiples où le Père génère le Fils et le fils régénère le Père, alors que dans la trinité démocratique, il y a potentialité conflictuelle entre les trois termes. Autrement dit, la liberté déchaînée détruit l'égalité et la fraternité en détruisant la liberté elle-même. Nous savons bien qu'il y a des processus d'autodestruction de la liberté comme il y a des processus d'autodestruction de la raison. Nous savons que l'égalité, si on veut l'imposer, au-delà d'un certain seuil détruit la liberté. Et nous savons aussi, malheureusement, qu'en ce qui concerne la fraternité, aucun décret, aucune constitution, ne peut l'instituer, qu'il faut qu'elle soit vécue, qu'elle soit ressentie par les citoyens. Nous avons donc une formule aussi mystérieuse et aussi profonde que l'est la trinité pour les croyants : c'est-à-dire une formule qui ne nous donne aucune recette. Elle nous invite à la stratégie politique, c'est-à-dire que dans certaines conditions, il faut essayer de concilier : en insistant sur l'égalité, en insistant sur la liberté, en tentant de faire des appels à la fraternité. Autrement dit, nous nous retrouvons livrés à l'art du politique sans avoir un véritable programme. Je crois qu'il doit y avoir une incitation profonde à repenser à la fois la nature de ce que pourrait être et devrait être notre vision de la démocratie pour l'Europe nouvelle. En éclairant de notre réflexion la nature du totalitarisme, ce mal qui dans le fond n'est pas encore mort et qui en de nombreux lieux résiste, toujours prêt à la contre-attaque, nous inciterons peut-être cette jeunesse à considérer que certaines valeurs du vieux continent sont essentielles pour la cohésion d'une Europe unie.

La liberté semble être une donnée extrêmement importante pour notre jeunesse. En soi, la liberté est un mystère anthropologique ou métaphysique qui ne cesse de hanter la réflexion des philosophes. Cependant, du point de vue des sciences sociales, la liberté n'existe pas en soi. Elle se définit dans le cadre d'un ordre politique qui lui confère substance et finalité. Toute société implique l'existence d'institutions, de coutumes ou de lois tendant à l'établissement d'un certain ordre. En conséquence, la liberté, du moins dans ses formes élémentaires, est indissociable de la politique qui assure la pérennité de cet ordre. Cela revient à dire que la liberté entretient une relation très déterminante avec la politique. C'est en effet dans la conception et la réalisation des rapports d'autorité et des relations sociales que s'affirment les éléments constitutifs de la liberté. Certes, le domaine de la liberté transcende largement les frontières de la politique. C'est toutefois dans leur cadre que s'établissent ses fondements.

Si les assises de la liberté sont politiques, la politique poursuit toutefois avec la liberté des rapports équivoques. La politique n'a pas la liberté pour objectif essentiel, mais l'harmonisation des aspirations et besoins collectifs par l'organisation des rapports d'autorité et des relations sociales nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité. Par ailleurs, l'idée de liberté ne s'impose pas seule. Elle est partie intégrante de valeurs et projets qui apparaissent ensemble ou dans une hiérarchie confuse. Ses liens avec les idéaux d'égalité, de justice ou de sécurité, sont particulièrement problématiques. Le besoin de liberté, souvent exprimé en termes d'absolu, peut dès lors entrer en conflit avec d'autres valeurs, ou avec les contraintes normatives et institutionnelles nécessaires à leur protection.

La notion de liberté étant intimement liée au politique, sa substance et sa finalité changent donc avec l'évolution de la société, comme se modifient les moyens qu'il convient de mobiliser au service de ses exigences. On diverge au gré des époques et selon les courants d'opinion sur la définition de la nature et des conditions de sa réalisation. La liberté n'est pas seulement assurée dans le cadre national par des institutions et des lois démocratiques, elle dépend d'un régime international capable de maintenir la paix, la sécurité, certaines conditions d'existence. Elle appelle un ordre mondial fondé sur un vaste réseau de coopération dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle a donc pour fondement idéologique une certaine forme de solidarité internationale qui s'exprime dans les principes universalistes des Nations Unies.

Cette dimension politique de la liberté est dans la logique des transformations structurelles de la société internationale. Aujourd'hui, plus que jamais, l'ordre politique qui détermine la nature et les conditions de la liberté, est façonné par des réalités transnationales. Dans le monde entier, en effet, les éléments essentiels de la paix, du bien-être matériel, de l'autonomie individuelle et collective des sociétés, surgissent de circonstances qui dépassent largement les frontières de l'Etat-Nation. Cette interdépendance entre les sociétés, particulièrement manifeste dans les domaines de la sécurité, de l'économie, de l'écologie, découle de l'expansion mondiale irrépressible de la civilisation industrielle. Or ce processus engendre dans l'ensemble de la société internationale une homogénéité grandissante des besoins et des aspirations matérielles, des systèmes de production qui leur sont liés, des réseaux de communications enserrant notre planète.

La coopération internationale s'impose donc pour assurer les fondements de la paix, et pour établir les conditions de prospérité nécessaires à la préservation de l'ordre mondial. Malgré cette évolution matérielle et l'interdépendance croissante qu'elle favorise, certaines des assises institutionnelles de la communauté internationale nécessaires à la protection de ces droits et libertés semblent ébranlées et contestées, sans qu'apparaissent clairement les éléments d'un nouvel ordre international, ou d'un projet capable de suppléer aux carences du régime qui passe.

Je crois qu'il y a matière à réflexion sur les institutions internationales et le rôle que peut jouer notre institution humaniste dans l'établissement d'un nouvel ordre international. Je voudrais prendre l'exemple de l'UNESCO dont la crise fut l'expression particulière d'une tentative de promotion humaniste. Cette organisation fut fondée pour encourager la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, afin de promouvoir la paix et le respect des droits de l'homme. Or cette crise a exprimé l'effritement du cadre de référence idéologique qui avait présidé à la création de cette organisation. Si toutes les cultures ont la même dignité, comme le suggère l'UNESCO, si tous les régimes politiques devraient avoir la même souveraineté sur l'avenir économique et social de l'humanité, il apparaît important pour l'Europe de prolonger cette espérance pour définir les repères nécessaires à l'action politique, en particulier les critères de progrès ou de développement, ceux d'un ordre légitime et humaniste.

Personne n'ignore le rôle prioritaire joué par l'éducation, et la culture en général, dans le développement de la jeunesse, et la plupart des institutions qui s'emploient à changer les conditions économiques et sociales des pays pauvres ont développé des programmes à cet égard. Personne ne méconnaît l'importance que les organisations de coopération ou d'intégration régionales, telles que l'O.C.D.E., la C.E.E., ou le Conseil de l'Europe, accordent à l'éducation, à la science et à la culture. Et pourtant, la crise de l'UNESCO s'est prolongée en cercle vicieux. Les gouvernements n'ont apparemment pas eu suffisamment d'intérêt dans la renaissance de cette organisation pour engager sa réforme. Les milieux de l'éducation et de la culture, sans doute par inadvertance ou parce qu'ils n'attendaient plus rien de cette institution, ont refusé de se mobiliser pour exercer leur influence sur son devenir.

Il reste à comprendre pourquoi les gouvernements des états membres de l'UNESCO, les pays européens et la France en particulier, se sont accommodés du déclin apparemment inexorable d'une institution du système des Nations Unies dont le mandat était précisément d'encourager les échanges culturels, des projets de coopération en matière d'éducation sur une base universelle. Il

faut se demander aussi pourquoi les intellectuels engagent si peu d'effort pour encourager la restauration de cette institution.

Les fondateurs du système des Nations-Unies avaient compris que la paix, et la sécurité concernaient la société internationale dans son ensemble. L'ordre mondial auquel ils aspiraient devait être fondé sur le respect universel des droits de l'homme, donc aussi sur la promotion dans l'ensemble de la planète des conditions économiques et sociales, nécessaires à leur épanouissement. Ils avaient raison. Les pays de l'Europe ne pourront pas vivre en liberté si la situation matérielle et sociale des autres peuples du monde continuent à se dégrader, si l'environnement de la planète se détériore irrémédiablement, si les conflits civils et les guerres se poursuivent au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, en Amérique latine. Il faut donc prendre au sérieux la dérive des organisations intergouvernementales ayant pour mandat d'encourager la coopération internationale sur la base universelle. La dérive de l'UNESCO devrait nous faire réfléchir sur les moyens que nous devons mettre en œuvre pour la défense des conditions de l'ordre politique permettant l'épanouissement de la liberté. Il y a dans la constitution de l'Europe, un formidable projet humaniste qui devrait nous motiver, nous dynamiser comme l'ont été par le passé les grands mouvements de la réforme sociale.

En abordant le thème de la liberté, nous devons prendre conscience que notre jeunesse a quelque difficulté avec son principe. Nous avons avec elle ce point commun de recherche de liberté mais une divergence quant à son fondement et à son contenu. Nous plaçons la liberté de conscience comme un absolu qui tend à libérer l'homme des dogmes en lui ouvrant les portes d'une conscience plus objective sur la diversité des formes et des croyances. Pour cette jeunesse, l'interprétation de la liberté repose avant tout sur la libre expression des formes et des diversités culturelles, ethniques et communautaires au sein d'un système sociétal. C'est dans ce contexte que l'on pourrait expliquer cette notion un peu floue de reconnaissance mutuelle. En effet pour beaucoup de jeunes, il y a un rapport ambigu avec l'autorité gardienne de l'ordre et la liberté. La plupart d'entre eux attendent ( pour les modérés ) ou exigent ( pour les plus violents ), un « donnant-donnant » de la part des autorités qu'elles soient morales, politiques ou gouvernementales. Ce qui nous échappe peut-être, c'est à quel point cette jeunesse est réactive en étant capable de mettre en exergue les incohérences d'un système ou tout du moins les inégalités qu'il génère. Cette dimension devrait fortement nous interpeller car cette idée d'obligation à la cohérence doit nous ramener à la nature du message humaniste que nous désirons leur adresser et la manière dont nous nous comportons en gardiens de la tradition. C'est à ce stade que nous pouvons éprouver quelques difficultés quant il s'agit de faire comprendre le sens de la fraternité et des valeurs morales qui nous animent. Cette jeunesse nous confronte de plus en plus par l'émergence d'un individualisme que l'on pourrait qualifier de contemporain.

Cet individualisme, tel qu'il se manifeste avec une force croissante dans le monde contemporain, présente deux faces, complémentaires et éventuellement opposées. D'une part, l'individu moderne veut participer à la modernité, à ce qu'elle offre, qu'elle promet, qu'elle donne à voir à travers ses médias et les sollicitations d'une consommation de masse dont le spectacle est désormais mondialisé. Il entend consommer, continuer à consommer s'il l'a déjà fait, commencer à le faire s'il n'a pas encore pu. Et d'autre part, l'individu veut être reconnu comme sujet, construire sa propre existence, ne pas être totalement dépendant de rôles et de normes, pouvoir s'en distancier sans être pour autant obligé de le faire. Il entend par exemple effectuer des choix qui l'autorisent à procéder d'une identité collective, sans lui être totalement subordonné, se produire, et pas seulement se reproduire. Cette définition nous ramène une fois de plus à la confrontation des deux axes spirituel et matériel et toute la dualité d'une recherche en soi devant s'inscrire dans une troisième dimension qui est peut-être celle d'un humanisme universel.

C'est dans ce sens que la difficulté est grande pour expliquer le bien-fondé d'une tradition qui prend ses racines sur un passé séculaire et les perspectives d'un avenir plus juste unissant les hommes de bonne volonté, car cette jeunesse porte un regard extrêmement critique non seulement sur le présent quand ce n'est pas l'instant mais plus encore sur les actes passés des

hommes qui ont constitué l'état actuel de notre société. Il y a certainement un contentieux avec cette jeunesse qui accuse les acteurs de l'histoire politique moderne d'avoir négligé le bien commun de l'humanité au nom de la raison économique et matérielle. C'est sans doute parce que cette nouvelle génération perçoit avec beaucoup plus d'acuité les manques et les disparités subis par leurs parents en récompense de la contribution à un effort collectif qui promettait une meilleure égalité sociale. La jeunesse issue de l'émigration exige maintenant un devoir de mémoire de la part du politique. Si l'amertume et la résignation touchent les géniteurs, le refus et la révolte alimentent leur progéniture à combattre un système qui tend à les placer dans la même position que leurs parents. Et cette image-là, ils n'en veulent pas. C'est tout le problème de la gestion des flux migratoires que nous avons dirigé vers le vieux continent pour asseoir sa reconstruction, son développement économique et sa régénérescence dans le concept d'une Europe avec un grand Euh !

Notre responsabilité collective est peut-être de n'avoir pas su tirer les leçons de ce que fut embryonnairement l'Europe d'hier avec la mosaïque des cultures qui la constituait. Nous nous retrouvons maintenant avec un pluriculturalisme que nous ne savons pas gérer parce que nous avons manqué ou sauté une étape avec pour conséquence l'exigence par cette jeunesse d'une reconnaissance de leur identité culturelle, religieuse ou ethnique au détriment d'une intégration nationale. Depuis l'Antiquité, la réflexion sur le politique a toujours été une interrogation sur le vivre-ensemble : comment le bien commun peut-il naître de la pluralité des valeurs, des cultures, des allégeances ? Universalisme ou enracinement dans une tradition ? Faut-il araser ou exalter les différences ? Mais depuis une quinzaine d'années en Europe et en Amérique du Nord le débat s'est fait plus vif autour des identités collectives, des minorités, de l'immigration. Plusieurs "affaires" ont fait rebondir ces questions. La thématique du choc des civilisations, l'affaiblissement des états nations (à travers l'Union européenne) et de l'éclatement, parfois sanglant, de constructions multinationales (Yougoslavie) les ont mises au premier plan du débat philosophique, sociologique et politique, débat qui a souvent pris un tour passionnel et caricatural en Europe comme en Amérique du Nord. Il faut dire qu'au-delà du débat, le multiculturalisme tel qu'il est perçu par l'Europe n'est ni un concept, ni une théorie, ni un mouvement social ou politique, tout en prétendant être tout cela à la fois, c'est un discours écran dont le statut intellectuel trompe ceux qui en sont comme ceux qui n'en sont pas. Ce qui est navrant, c'est que nos chers politiciens ont des difficultés à s'ouvrir sur d'autres modèles sociaux en prétendant que ce qui marche ailleurs ne pourra fonctionner ici. Et pourtant, il y a en termes de multiculturalisme des réussites, en particulier celui du modèle Canadien.

Étant de double culture, Française et Anglo-Canadienne, je peux dire pour l'avoir vécu et étudié en tant que psychosociologue, que cela fonctionne. Les rivalités interethniques ou culturelles sont rares, même pour le cas de la souveraineté du Québec « libre » ou bien les revendications de natifs amérindiens, le gouvernement fédéral Canadien a su trouver et proposer des solutions préservant l'essence même du multiculturalisme. Peut-être que la différence entre le Canada et la vieille Europe, repose sur la considération de l'immigration. Le Canada n'en fait pas un problème, je dirais même un atout alors que la plupart des pays de l'Europe pensent que c'est un problème sans en voir les avantages. Pourtant, la mise en place de l'espace Schengen est censé créer une dynamique collective. L'Europe est encore pétrie par la peur de l'invasion, de l'anéantissement dans le phantasme archaïque des invasions barbares. Tout ceci nous fait oublier que dans chaque pays de l'Europe, la jeunesse va instaurer dans son esprit les valeurs du multiculturalisme. Il suffit de voir le brassage ethnique et culturel dont cette jeunesse est désormais composée pour comprendre que cela se crée d'abord dans l'esprit et le rapport social. Certes, cela n'empêchera pas les réticences, les replis identitaires ou communautaires, mais à terme cela fonctionnera parce que cela sera. Nous devrions combattre la peur du communautarisme en valorisant et en construisant politiquement, la notion du multiculturalisme. Il ne s'agit pas de prendre un modèle comme celui du Canada, mais en comprenant le sens profond du concept, de l'aménager intelligemment. Je crois que ce qui a fait le succès du modèle

Canadien, c'est l'efficacité de son programme de communication quant au multiculturalisme. Les valeurs développées par le multiculturalisme ne sont pas incompatibles avec les valeurs humanistes, elles ne remettent pas en cause les valeurs de chaque état, au contraire, elles les étendent en visant l'unité dans la différence. Peut-être avons-nous peur en France, par exemple, de devoir toucher au sacro saint principe de « liberté, égalité, fraternité » en considérant qu'il est immuable par héritage. Il ne s'agit pas de démolir le principe républicain mais de l'aménager dans une dimension plus actuelle en tenant compte de notre transformation sociétale.

Ce qui nous dérange peut-être, c'est que cette jeunesse est en train de structurer sa société sur des bases qui nous échappe. Le phénomène des clans urbains en est l'exemple le plus frappant car ils intègrent l'unité dans la diversité. Ce retour à une forme sociétale primitive nous indique à quel point cette jeunesse refuse l'amalgame avec une société qui ne lui convient ni dans le fond ni dans la forme. Elle l'exprime souvent par la violence des gestes, des attitudes et des mots. Et pourtant, elle sait exprimer, à qui peut l'entendre et la comprendre, ses aspirations à la tolérance, au respect et à l'humanisme. De nombreux groupes de rap ou des chanteurs comme NTM ou Doc Gynéco ont des textes qui prônent les mêmes valeurs que nous tentons de partager avec eux. Où se situe alors ce fossé qui semble parfois infranchissable ?

Ma profonde aspiration serait que nous puissions trouver l'attitude et les moyens pour communiquer à cette jeunesse le bien-fondé de la tradition humaniste, que nous puissions les accueillir ouvertement sans faire de l'humanitaire mais de l'humanité au sens le plus profond. Mais nous savons aussi, qu'au-delà de cette volonté qui nous anime collectivement, que notre dimension et notre implication individuelle doivent être engagées au quotidien dans notre sphère personnelle. C'est peut-être là un chantier difficile qui nous attend mais nous avons à notre disposition tous les outils nécessaires à sa réalisation. Et pour conclure, je citerais Jean Monnet qui disait au sujet de la construction de l'Europe : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ».

Jean-François Le Mat

*[www.jefflemat.fr](http://www.jefflemat.fr)*